

**Arrêté n°2023-PREF/DCPPAT/BUPPE/070 du 11 avril 2023
mettant en demeure la société PAPREC GRAND ÎLE-DE-FRANCE de régulariser sa
situation administrative pour ses installations localisées Voie des Jumeaux à WISSOUS**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.512-7, L.512-8 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Bertrand GAUME, Préfet Hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

VU le décret du 6 décembre 2022 portant nomination de M. Olivier DELCAYROU, ingénieur, en qualité de sous-préfet hors classe, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-PREF-DCPPAT-BCA-244 du 16 décembre 2022 portant délégation de signature à M. Olivier DELCAYROU, Secrétaire général de la Préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu ;

VU l'arrêté préfectoral n°2001-PREF/DLCLC-0158 du 27 avril 2001 autorisant la société CHEZE, dont le siège social est situé 3/5 RUE PASCAL 93120 LA COURNEUVE, à exploiter Voie des Jumeaux 91320 WISSOUS, des installations classées pour la protection de l'environnement sises à la même adresse,

VU le récépissé de changement d'exploitant n°PREF.DRIEE.2011-0044 délivré le 15 mars 2011 à la société PAPREC ENVIRONNEMENT IDF dont le siège social est situé 39 rue de Courcelles à PARIS pour la reprise de l'exploitation des installations précédemment exploitées par la société CHEZE,

Vu la lettre préfectorale du 29 septembre 2016 relative à la mise à jour de la situation administrative suite à la parution du décret du 3 mars 2014 :

- 1435 Stations-service: installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100m3 d'essence ou 500m3 au total, mais inférieur ou égal à 20000m3.
- 2515-1-c Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la

sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant: supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW

- 2517-2 Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant: supérieure à 10 000 m², mais inférieure ou égale à 30 000 m²
- 2713-2 Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.
- 2714 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711
- 1. Supérieure ou égale à 1 000 m³
- 2716 Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : supérieure ou égale à 1 000 m³
- 2791 Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : supérieure ou égale à 10 t/j
- 2930-1 atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie: réparation et entretien de véhicules et engins à moteur
- 4734-1 Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution: essences et naphthas; kérosènes (carburants d'aviation compris); gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris); fioul lourd; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement, pour les stockages enterrés avec double enveloppe avec système de détection de fuite, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 250 t au total.

VU l'arrêté préfectoral n°2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/242 du 12 octobre 2021 portant imposition à prescriptions complémentaires à la société PAPREC ENVIRONNEMENT IDF dont le siège social est situé 3/5 RUE PASCAL 93120 LA COURNEUVE pour l'exploitation de ses installations sises voie des Jumeaux 91320 WISSOUS,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 15 novembre 2022, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 13 octobre 2022 et transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 8 février 2023 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement,

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 23 février 2023,

CONSIDÉRANT que la machine installée sur site est dédiée à l'activité de broyage/concassage de déchets inertes à une puissance de 310 kW,

CONSIDÉRANT que la puissance maximale autorisée sur site pour cette activité est 136 kW,

CONSIDÉRANT que l'activité relève du régime de l'enregistrement sous la rubrique 2515-1 et non de la déclaration comme autorisée par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 27/04/2001 et suivants,

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu, conformément aux dispositions de l'article L.171-7 du Code de l'environnement de mettre en demeure la société PAPREC GRAND ÎLE-DE-FRANCE de régulariser sa situation administrative,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er: La société PAPREC GRAND ÎLE-DE-FRANCE, dont le siège social est situé 3/5 RUE PASCAL 93120 LA COURNEUVE, est mise en demeure de régulariser sa situation administrative dans un délai de **TROIS MOIS** pour l'activité de broyage/concassage sur son site situé Voie des Jumeaux 91320 WISSOUS :

- soit en réduisant la puissance du concasseur afin de respecter le régime de la déclaration au titre de la rubrique 2515.1 (puissance inférieure à 200 kW),
- soit en portant à la connaissance de l'inspection des installations classées les modifications des conditions d'exploitation, conformément à l'article R181-46 du Code de l'Environnement.

Dans le délai d'**UN MOIS** à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant fera connaître laquelle des deux options il retient pour satisfaire à la mise en demeure ;

Article 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 de ce même code ; ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

Article 3 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le Tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>), dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la société PAPREC GRAND ÎLE-DE-FRANCE, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et Monsieur le Maire de WISSOUS.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général



Olivier DELCAYROU

